

*L'Adresse—M. MacEachen*

Si le ministère du Revenu national avait reçu des instructions du gouvernement, son vérificateur se serait rendu compte du ridicule de la situation dans laquelle il plaçait ce jeune homme et ses employés. Il se serait rendu compte que ces personnes allaient se retrouver sur la liste des chômeurs. Il aurait pu voir l'élan que cet homme avait, le sens de l'initiative qu'il déployait pour faire son affaire. Il n'a pas voulu écouter.

Les gens ne veulent pas du bien-être social ou de l'assurance-chômage. Je prie les députés de réfléchir à cela un instant. Si demain on vous disait que vous êtes sans travail et qu'il va falloir vous inscrire à l'assurance-chômage? Comment pourriez-vous vous présenter devant votre femme et vos enfants? Comment pourriez-vous conserver le respect de vous-même? Quelle confiance quelqu'un peut-il avoir quand il doit dire: «Papa est sans travail» ou «Mon mari ne peut pas me faire vivre, il ne gagne plus le pain du ménage, il est à l'assurance-chômage».

Pas étonnant qu'il y ait de plus en plus d'enfants battus, de couples qui se séparent. Et pourtant, nous avons les ressources, l'éducation et tout ce qu'il faut. Si seulement les gens voulaient se mettre à discuter pour aplanir leurs difficultés. Voilà six ou sept ans que nous avons un gouvernement d'affrontement, plutôt qu'un gouvernement de concertation. Le premier ministre a dit à la télévision publique que le fédéralisme de concertation est mort. Si le fédéralisme de concertation est mort, le Canada est mort aussi. Nous n'avons pas fini d'entendre parler des mouvements séparatistes sur la côte est, sur la côte ouest ou dans le Canada central.

Dans certains coins que je représente, les gens disent que s'ils n'ont pas leur juste part ils vont se séparer. Ils veulent bien accorder une nouvelle chance, mais leur patience est à bout. Nous avons les ressources voulues, nous avons des gens instruits. Nous avons des citoyens qui ont de l'enthousiasme, de l'initiative et de l'énergie. Ce qu'il nous faut, c'est un gouvernement qui gouverne dans la concertation plutôt que dans l'affrontement.

**M. le vice-président:** Des questions, des commentaires?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Dans la soirée, monsieur le Président, le premier ministre doit nous quitter pour poursuivre ses efforts en vue d'assurer la paix et la sécurité. Au cours de la fin de semaine, je suis rentré de Stockholm où j'ai participé à la Conférence sur la sécurité et le désarmement. J'étais heureux de pouvoir compter sur la présence de certains députés comme le très honorable député de Yellowhead (M. Clark), le député de Thunder Bay-Atikokan (M. McRae) et l'honorable représentante de New Westminster-Coquitlam (M<sup>lle</sup> Jewett). Alors que nous poursuivons le débat sur l'Adresse j'aimerais formuler quelques observations relatives justement à cette conférence.

Tout d'abord, je tiens à rappeler aux députés ce qu'ils savent d'ailleurs pertinemment, que les relations entre l'Est et l'Ouest—autrement dit, entre les États-Unis et l'Union soviétique ou entre les pays de l'OTAN et ceux du Pacte de Varsovie—n'ont cessé de se détériorer depuis la fin des années 70. Il est devenu évident qu'un certain nombre de contradictions étaient apparues sur la façon d'envisager la détente. Pour les Soviétiques, ce concept ne paraissait pas incompatible avec un renforcement de leur arsenal militaire ni avec une attitude à l'égard des droits de la personne qui différerait de celle à laquelle

s'attendaient les Occidentaux. Les événements survenus en Afghanistan et en Pologne ont certainement contribué à la détérioration des relations entre l'Est et l'Ouest. Dès l'été dernier, en effet, les relations s'étaient détériorées à tel point entre les États-Unis et l'Union soviétique que tout dialogue avait pratiquement cessé aux échelons supérieurs. Cela ne s'était même pas vu à l'époque des bombardements du Nord-Vietnam par les Américains. Entre-temps, le pays allié de l'OTAN ont réagi à l'accroissement de l'arsenal militaire soviétique, en déployant notamment les missiles de croisière et Pershing II en réaction au déploiement des SS-20 par l'Union soviétique. Et cela malgré l'inquiétude de la population de beaucoup de pays, inquiétude inspirée par la crainte que ces événements ne nous mènent inexorablement à une confrontation militaire et peut-être même à la guerre.

● (1700)

Nous connaissons bien la situation. Les sept dirigeants des pays industrialisés, par exemple, l'ont examinée en mai dernier à Williamsburg. Si je parle de cette réunion, c'est parce que c'était la première fois que ces dirigeants abordaient dans ce genre de rencontre des questions de sécurité internationale. A la réunion au sommet à Williamsburg, ils ont publié une déclaration découlant d'une proposition faite par le Canada et défendue par le premier ministre au cours de la réunion. Cette déclaration est fort importante, car elle renferme deux éléments de première grandeur qui ont constitué dans un certain sens un fondement de principe dont s'inspirent le Canada, assurément, et certains autres pays depuis la réunion au sommet à Williamsburg. Les chefs se sont engagés à ce moment-là à maintenir une force militaire suffisante pour dissuader l'ennemi ou stopper toute attaque ou menace et assurer la paix. Tel était dans un sens l'aspect dissuasif de la politique.

En deuxième lieu, les chefs réunis au sommet se sont engagés à mettre en œuvre tous leurs moyens politiques pour atténuer la menace de guerre. Aux termes de cet important message de Williamsburg diffusé dans le monde entier, les chefs de tous ces pays ont résolu que toutes leurs ressources politiques seraient utilisées en ce sens. Nous savons tous qu'un mois plus tard, les ministres des Affaires étrangères à une réunion de l'OTAN tenue à Paris ont souscrit dans leur communiqué à ce message fondamental.

La politique de la double démarche était bien présente à notre esprit quand nous avons décidé d'accéder à la requête américaine de mettre les missiles de croisière à l'essai au Canada. Quand nous avons pris cette décision, nous avons en même temps résolu de mener aussi loin que nous le pourrions l'engagement politique que nous avons pris à Williamsburg. Le jour où nous avons pris la décision concernant le missile de croisière, j'ai écrit au secrétaire Shultz pour lui dire que nous étions prêts à approuver les essais comme contribution à la solidarité de l'alliance dans la négociation d'un accord contrôlable sur les armes nucléaires de moyenne portée. Nous avons aussi reconnu une obligation encore plus grande de nous joindre à la recherche d'une paix durable. J'ai aussi écrit dans la lettre au secrétaire Shultz, qui a été rendue publique, que le gouvernement avait la ferme intention de redoubler d'efforts dans les mois à venir afin de contribuer au progrès et au succès, avec le temps, des négociations en cours.